

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Dénoncer scandales et corruption, est-ce faire le lit du fascisme ?

João Bernardo

João Bernardo
Dénoncer scandales et corruption, est-ce faire le lit du fascisme ?
2009

Consulté le 19 avril 2017 de www.lesenrages.antifa-net.fr
João Bernardo, mars 2009. Traduit par Y.C. pour mondialisme.org.

fr.theanarchistlibrary.org

2009

Lutte des classes ou ressentiment ? Il faut choisir !

La dénonciation des scandales relève davantage du ressentiment que de l'esprit de classe, et, chaque fois que cela se produit, le risque du fascisme n'est pas loin.

La publication récente d'un article relatant les affaires liées à un ancien ministre m'a un peu inquiété, d'autant plus que ce type de dénonciation est devenu habituel dans les milieux de gauche et d'extrême gauche. Peut-être cela vaut-il donc la peine d'examiner en détail les implications de cette attitude.

Présenter la relation entre l'Etat et les milieux d'affaires comme relevant de la « promiscuité » c'est considérer comme une anomalie un phénomène qui est précisément l'une des composantes structurelles du capitalisme. C'est présenter comme une exception ce qui est en réalité une règle, et donc croire implicitement qu'un autre capitalisme, qui ne serait pas pervers, pourrait exister et où l'État serait protégé contre l'influence des entreprises. Les articles de ce genre augmentent la confusion plutôt que de clarifier la situation.

Depuis les premières décennies du XIXe siècle, lorsque les critiques du capitalisme commencèrent à défendre le point de vue de la classe ouvrière, l'un des thèmes sur lequel ils insistèrent le plus était la connexion entre les milieux politiques et les milieux économiques – et même davantage : l'interconnexion entre les deux. Ensuite, et malgré tout ce qui les séparait, aussi bien les courants marxistes que les courants anarchistes, chacun à sa manière, insistèrent sur l'intimité de cette relation. A une époque où les grandes masses pauvres étaient privées du droit de vote et, a fortiori, de toute possibilité d'accéder à des postes politiques, même les défenseurs de l'Etat bourgeois devaient admettre que les gouvernants et les hommes d'affaires empruntaient des chemins très proches. Les partisans du système capitaliste prétendaient donc que le pouvoir politique maintenait une certaine impartialité face aux différents groupes d'intérêts, afin qu'un seul groupe n'en fût pas l'unique bénéficiaire ; la rotation des postes assurée par les partis politiques était censée garantir que les différents groupes d'intérêts se relayent au pouvoir afin que tout le monde profite de l'intervention économique permise par les gouvernements.

Plus tard, au XXe siècle, lorsque la technocratie et les grands gestionnaires se mirent à dominer les gouvernements et surtout les coulisses de la politique, commença à se répandre l'idée non pas que les gouvernements étaient à l'abri des pressions économiques, mais exactement la notion inverse : c'est-à-dire qu'ils seraient capables de résister aux pressions politiques. Si la bourgeoisie légitimait ses profits à travers des titres de propriété, les technocrates et, plus généralement, les gestionnaires légitiment leur pouvoir en invoquant le mythe

de leur compétence technique. Depuis, les gouvernements veulent être traités dans la même optique gestionnaire qu'on utilise pour analyser l'économie. Selon ce principe, un bon gouvernement doit être géré comme une bonne entreprise, et le mot « politique » a progressivement acquis le sens péjoratif qu'il conserve encore aujourd'hui.

Un certain nombre de gens n'ont guère apprécié ce changement, notamment les petits patrons, les propriétaires de petites usines et d'ateliers, les propriétaires d'épicerie de quartier, les agriculteurs suffisamment aisés pour embaucher quelques salariés et produire pour le marché mais qui ne possèdent ni assez de terres ni la capacité suffisante pour appliquer à l'agriculture les méthodes les plus modernes et les plus productives.

Ce sont ces couches sociales qui ont commencé à dénoncer le favoritisme économique que pratiquaient les gouvernants, non pas parce qu'ils s'opposaient, par principe, aux relations entre la politique et l'économie, mais parce qu'ils voulaient bénéficier, eux, de cette relation. Pendant les années 1920 et 1930, en Europe, dans certains pays d'Asie et dans les deux Amériques, ce mécontentement des petits patrons fut l'une des principales composantes du fascisme. Il constitua pas le seul facteur, puisqu'il y en eut d'autres aussi importants, mais le fascisme ne s'imposa jamais sans avoir recours à cet élément. Voilà pourquoi, depuis lors, lorsque monte l'amertume des petits patrons, le fascisme n'est jamais très loin.

En termes sociologiques, les petits patrons n'attaquaient pas et n'attaquent toujours pas les gouvernements dans une perspective de lutte des classes, mais du point de vue de la mobilité des élites. Leur objectif est de maintenir la structure économique existante, dans la mesure où ils ont la possibilité de connaître une ascension sociale à l'intérieur de ce cadre et d'intégrer les rangs de l'élite dirigeante. Cependant, la situation s'est aggravée au cours des dernières décennies.

L'un des aspects les plus frappants du capitalisme contemporain est le fait que la concentration du capital, qui s'est accélérée sur le plan économique, où elle a atteint des niveaux sans précédent, se manifeste de façon opposée sur le plan juridique, ce qui a conduit à la fragmentation des anciennes grandes entreprises constituées à l'ère du fordisme. Nous vivons à une époque où la généralisation des relations de sous-traitance et d'externalisation a enchaîné aux grandes entreprises une myriade de petits patrons.

D'un côté, dans la mesure où ils dépendent entièrement du marché des produits et des services fournis par les grandes entreprises qui leur concèdent du travail, les petits employeurs doivent leur obéir et suivre leurs diktats. Mais d'un

et de ses revenus personnels. Tels sont les principaux faits dénoncés dans le petit article qui suscita la réaction de **João Bernardo**. Toute ressemblance avec des personnes et des situations existantes ou ayant existé (par exemple les affaires Cahuzac, Fillon, etc., et l'utilisation politique qui en est faite par les citoyenistes de gauche et d'extrême gauche en France) est évidemment fortuite... (NdT).

4. Rappelons que, pour **João Bernardo**, la classe des gestionnaires est l'une des deux classes dominantes du capitalisme, l'autre étant la bourgeoisie traditionnelle (NdT).

5. « **Perspectivas do capitalismo na actual crise económica** » (2009).

autre côté, l'aggravation de cette subordination stimule leurs rancœurs. C'est dans ces milieux sociaux que prolifèrent les accusations au sujet des avantages que les grands capitalistes et les gestionnaires occupant une position élevée obtiennent des gouvernements. Leur indignation ne provient pas du fait que le capitalisme existe, mais du fait qu'ils ne peuvent pas en profiter, du moins autant qu'ils le souhaiteraient.

Il ne faut pas négliger la capacité de mobilisation de ces petits patrons auprès de la classe ouvrière. Beaucoup d'entre eux sont unis par des liens familiaux à la fois aux anciens milieux ouvriers et aux nouveaux prolétaires issus de l'enseignement supérieur mais qui ne trouvent pas d'autres emplois que des jobs précaires. Certains de ces petits patrons sont d'anciens ouvriers qui ont réussi à réunir un petit pécule et à devenir de petits entrepreneurs, tout en conservant des liens familiaux et sociaux avec leur milieu d'origine.

A une époque où, face à la concentration transnationale du grand capital, les travailleurs sont fragmentés, leurs vieilles relations de solidarité ont été en partie dissoutes et leur sentiment d'appartenance de classe s'est atténué ou a disparu, il est plus facile qu'ils considèrent les petits patrons comme des leaders ou des modèles. Sur le plan idéologique et psychologique, il s'agit de remplacer l'esprit de classe par le ressentiment, c'est-à-dire de remplacer le désir d'abattre le capitalisme par l'aspiration à jouir d'une ascension sociale en son sein. Le fascisme, dans la face qu'il présente aux masses, joua exactement ce rôle.

C'est pourquoi le type de dénonciations exposées dans l'article sur les affaires de corruption illustre bien l'attitude des petits patrons qui se sentent systématiquement lésés par les grands capitalistes dans la distribution de la plus-value, autrement dit dans le partage des bénéfices.

Les rémunérations élevées, qu'ils s'agisse d'argent ou de prébendes, dont bénéficient les grands gestionnaires concernent uniquement la répartition de la plus-value entre les capitalistes, et non l'extorsion de la plus-value elle-même. Il s'agit de la répartition des fruits de l'exploitation, des bénéfices, pas du processus d'exploitation lui-même. Par conséquent, ce sujet ne devrait intéresser que les capitalistes, pas les anticapitalistes.

Je ne vois pas l'intérêt d'imaginer trois boucs émissaires au lieu de deux, ou quatre au lieu de trois. Se poser ce genre de problème, c'est croire que, derrière les accidents du capitalisme, nous devrions chercher des coupables individuels, parce que le problème relèverait d'une question de personnes et non du système économique.

Pour ce qui concerne les subventions accordées par les gouvernements aux banques, j'ai déjà expliqué ma position dans « *Perspectives du capitalisme dans*

la crise économique actuelle ». Je me contenterai ici d'exprimer mon étonnement devant le fait que la gauche continue à prêcher une politique identique à celle appliquée par la droite conservatrice américaine à la suite de la crise de 1929. Cette politique conduisit à des faillites bancaires en chaîne et à la détérioration catastrophique de la situation économique jusqu'à ce que le New Deal et la deuxième guerre mondiale réussissent à renverser la situation. Une fois de plus, c'est le ressentiment qui prévaut ici, ou même la simple jalousie, l'idée que toutes ces subventions seraient plus utiles dans ma poche que dans les actifs des banques. A la différence que je n'assume pas le rôle joué par les institutions financières dans l'ensemble du système économique.

Je suis désolé de le dire, car je ne souhaite pas froisser les gens qui écrivent ce genre d'articles ni ceux qui aiment les lire, mais je me dois de rappeler que ce type de textes fut la spécialité de la presse d'extrême droite entre les deux guerres mondiales. Et même avant cela, à partir des dernières années du XIXe siècle, le journal de l'Action française, le parti monarchiste d'extrême droite qui joua un rôle dans la genèse de tout le fascisme français, considérait ces accusations comme sa prérogative, inaugurant ainsi un modèle que beaucoup ont suivi et même essayé de surpasser. En France, c'est en dénonçant la promiscuité entre les gouvernements et les milieux d'affaires que les fascistes se réorganisèrent après la Seconde Guerre mondiale. Le même thème sert aujourd'hui à l'extrême droite russe pour faire l'apologie du fascisme et de Staline.

À l'heure actuelle, cependant, il me semble que c'est en Grande-Bretagne que sévit le plus clairement le modèle d'une grande presse de masse qui soit à la fois d'extrême droite et se consacre à faire connaître les scandales qui éclatent parmi les riches. Cette presse de masse britannique est une composante essentielle de la vie politique de ce pays, plus importante sur le plan idéologique que ne le sont le gouvernement et les partis.

Ce type de presse de masse prolifère dans tous les pays : elle est politiquement située à droite ou à l'extrême droite et toujours prête à annoncer qu'un politicien a été surpris la main dans le coffre-fort d'une banque ou qu'un patron s'est fait prendre la main dans le tiroir d'un ministre.

Il suffit d'observer les kiosques à journaux et de voir qui sont les plus lus. En lien étroit avec cette presse à scandales qui promeut le ressentiment, on trouve des magazines qui jouxtent inévitablement les sucreries à côté des caisses des supermarchés. Ces publications servent à montrer au peuple des exemples positifs, que les gens sont tous censés vouloir imiter, les stars, les hommes d'affaires qui se sont mariés pour la énième fois avec une femme encore plus siliconnée que la précédente, les individus chics et célèbres, les

habitants des îles artificielles, etc. Si certaines publications sont les porte-parole du ressentiment, d'autres sont les porte-parole de l'envie. Ensemble, ils forment un duo indispensable pour contenir les rancœurs sociales dans les limites de l'ordre. Dans la mesure où l'insatisfaction ne conduit pas au renversement des institutions, mais à la volonté de s'y accrocher pour parvenir à leur tête, tout se passe comme prévu. Là où les choses commencent à se gâter, c'est lorsque les jeunes mettent le feu aux voitures au lieu d'acheter des magazines sur les voitures de luxe.

Qu'un billet comme celui évoqué plus haut suscite ma réflexion et soit diffusé dans les milieux de gauche et d'extrême gauche révèle le niveau pitoyable qu'a atteint aujourd'hui ce qui fut autrefois l'anticapitalisme.

Au Portugal, la situation est encore plus grave, pour des raisons propres à l'histoire de ce pays. Au cours de la période de l'antifascisme, le Parti communiste portugais défendit une politique favorable à « *l'unité des Portugais honnêtes contre la poignée de monopolistes au service des capitaux étrangers* », et continue aujourd'hui à défendre le même programme, puisqu'il n'a jamais renoncé à son ambition historique de mettre la classe ouvrière à la disposition des secteurs capitalistes – qu'il s'agisse des propriétaires d'entreprises ou de la classe des gestionnaires – qui occupent une place marginale dans la répartition des bénéfices.

Il est naturel que dans cet environnement prolifère la confusion entre esprit de classe et ressentiment. Mais chaque fois que le ressentiment prolifère parmi les travailleurs, le risque du fascisme n'est pas loin.

1. Le titre original exact en portugais est « Entre lutte des classes et ressentiment » (NdT).

2. Un **article** du site Passa Palavra sur les agissements de Miguel Cadilhe lors de la crise du Banco Português de Negocios (BPN)

3. L'auteur, dès le chapeau de son billet d'humeur, dénonce en effet, « *la promiscuité entre les postes politiques et l'administration des banques* ». Miguel Cadilhe fut ministre des Finances avant de devenir l'un des administrateurs du Banco Português de Negocios (BPN). Il bénéficia d'un salaire annuel d'un million d'euros, en plus d'une rente à vie exempte d'impôts et de deux voitures qu'il exigea de recevoir dès son arrivée à la tête du BPN. Lorsqu'il fut ministre des Finances il augmenta les limites de l'assiette fiscale sujette à exonération – ce qui lui fut très profitable en raison de l'importance de son patrimoine